

**Nations unies - 61ème session de la
Commission de la condition de la
femme - Séance plénière -
Intervention de Mme Laurence
Rossignol, ministre des familles, de
l'enfance et des droits des femmes
(New York, 15 mars 2017)**

Monsieur le Président,

La France est pleinement engagée sur la scène internationale, au sein des instances multilatérales, pour promouvoir l'autonomisation des filles et des femmes, ainsi que la reconnaissance de l'universalité de leurs droits fondamentaux. Nous considérons que ce n'est pas seulement une question de justice, mais une condition essentielle - si ce n'est la première - au développement durable de la planète.

Les femmes sont au coeur des équilibres familiaux, culturels, sanitaires et sociaux. Elles jouent un rôle central en matière de santé, de développement et d'éducation. À ce titre, leur autonomisation est un indispensable facteur de paix et de progrès social, économique et environnemental. Je suis même convaincue que donner aux femmes le droit de choisir leur vie en toute autonomie, partout dans le monde, est l'une des clés pour relever les défis de ce siècle.

À cet égard, la conférence de Beijing, en 1995, a constitué un tournant majeur. Des progrès décisifs ont été accomplis, qu'il faut encore défendre, conforter et amplifier.

Mais, dans de multiples domaines, des efforts considérables restent à accomplir pour que les filles et les femmes bénéficient des mêmes chances et des mêmes libertés que les garçons et les hommes.

Il est donc urgent de renouer avec la promesse de Beijing : lorsque les droits des femmes ne progressent pas, ils finissent toujours par reculer.

L'accès à l'éducation, à la formation et au travail, la participation des femmes aux décisions politiques et économiques à égalité avec les hommes, restent évidemment des objectifs majeurs. Mais, nous le savons toutes et tous ici, la reconnaissance universelle des droits sexuels et reproductifs conditionne la réalisation de tous les autres. Nous savons bien qu'empêcher les femmes de choisir le moment de leur maternité est le meilleur moyen de faire perdurer les inégalités économiques et sociales : l'enfermement dans la sphère domestique, la confiscation des droits patrimoniaux et civiques, la ségrégation dans l'espace public, la persistance des écarts de salaires, la précarité économique, la difficulté d'accès aux responsabilités professionnelles et politiques, l'invisibilité dans tous les domaines de la

société...alors même que les femmes en sont les piliers !

La France continuera donc d'encourager les États membres à faire des droits sexuels et reproductifs une priorité. Éliminer les barrières légales à l'accès des femmes et des adolescentes à une contraception efficace et un avortement sécurisé, conformément aux recommandations du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. C'est un des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Voilà l'ambition que notre pays porte, sans réserve et sans relâche, sur la scène internationale.

Cette exigence se heurte aujourd'hui à la résurgence des idéologies réactionnaires et à la montée des extrémismes religieux, qui entendent réassigner les femmes à la procréation et à la sphère domestique. Aucun continent, aucun pays n'est pas épargné par cette vague conservatrice qui menace d'emporter les droits conquis, de haute lutte, par les femmes.

Face à ce risque de régression, la France a pris l'initiative de réunir à Paris, le 8 mars dernier, des femmes et des hommes qui, sur les cinq continents, sont en première ligne du combat pour la défense des droits des femmes. Ensemble, dans un texte fédérateur - le Serment de Paris - nous nous sommes engagé.e.s à donner partout aux femmes les moyens de résister, et de faire combattre tout ce qui porte atteinte à leur sécurité, à leur dignité et à leur liberté.

L'action de la France au sein de cette 61ème Commission de la Femme s'inscrira donc pleinement dans cette ambition féministe.

Je vous remercie./.